

# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



وزارة الفلاحة والتنمية الريفية

*Le Ministre*

الوزير

Alger, le ..... رقم: 257 / 1.0

الجزائري 29 مارس 2011

## CIRCULAIRE

A

Madame et Messieurs les Walis

En communication à :

Messieurs le président de la CNA, les présidents des CAW, les DSA

**Objet :** Renouvellement des organes délibérants des Chambres d'agriculture

Les mandats des organes délibérants des Chambres d'agriculture (CNA et CAW) ayant expiré le 2 février de l'année en cours – après une période qui aura duré six années –, le renouvellement de ces organes aura lieu en septembre-octobre 2011.

Ce dernier devra être préparé avec la rigueur que requièrent les défis que notre secteur doit relever et ce, à la lumière des nouveaux textes législatifs et réglementaires et au regard des changements profonds que connaît notre agriculture et le monde rural.

La présente circulaire a pour objet de rappeler les missions dévolues aux Chambres d'agriculture, en tant qu'institutions au service de la profession et en leur qualité de partenaire écouté des pouvoirs publics. Elle trace également le cadre général dans lequel devront se dérouler les élections relatives au renouvellement de ces organes et envisage enfin les perspectives qui se présentent pour la profession et son organisation en matière de consolidation, d'élargissement de la base productive agricole, d'intensification de la production et de projection sur les marchés locaux et extérieurs.

Les conditions d'éligibilité et les modalités d'élection ou de désignation des membres constituant ces organes devant être fixées par un prochain arrêté ministériel, une instruction interviendra par la suite, qui établira le calendrier des différents scrutins et précisera les modalités de leur déroulement. La présente circulaire institue cependant une Cellule de Wilaya chargée de préparer les conditions favorables au bon déroulement des opérations de renouvellement.

# **I. LA CHAMBRE D'AGRICULTURE : UN ESPACE DE REPRESENTATION ET UN PARTENAIRE DES POUVOIRS PUBLICS**

## **1. La Chambre d'agriculture : une institution au service du monde agricole et rural**

Lieux privilégiés d'information, d'échanges et de coordination entre les différents membres qui les composent, les Chambres d'agriculture constituent un système de représentation de la profession agricole et, de ce point de vue, de précieux espaces d'expression d'une démocratie aujourd'hui en voie de construction.

Créées en 1991, consacrées par la Loi d'Orientation agricole du 3 août 2008 et dotées d'un statut – cf. décret exécutif n° 10-214 du 16 septembre 2010 fixant le statut des Chambres d'agriculture –, ces dernières font donc pleinement partie de la société civile tout en étant soumises à des sujétions de service public. Elles constituent, ainsi, un cadre important où se nouent des contacts et des relations fonctionnelles entre les pouvoirs publics et les représentants des acteurs du monde agricole et rural.

Riche d'une expérience de vingt ans dans le domaine de l'organisation de la profession et de l'accompagnement des programmes de développement agricole et rural mis en œuvre par les pouvoirs publics, elles ont concouru à rompre l'isolement et la dispersion dont souffraient, il n'y a pas longtemps encore, nos agriculteurs et nos éleveurs.

Par leur activité liée au fichier de l'exploitant agricole, elles ont pu renforcer le contact avec le monde agricole et rural, tisser des liens réguliers et féconds avec une population de près d'un million d'exploitants et offert aux créateurs de richesse un cadre précieux d'expression, de concertation et de représentation.

## **2. La Chambre d'agriculture : un partenaire écouté dans la mise en œuvre du Renouveau agricole et rural**

Outre la mission traditionnelle d'information, de vulgarisation et de diffusion des techniques agricoles qu'elles accomplissent en milieu agricole et rural, les Chambres d'agriculture ont joué un rôle significatif dans la mise en œuvre, dès 2009, de la politique de Renouveau agricole et rural.

Le travail d'explication du dispositif de régulation (SYRPALAC) qu'elle ont mené et la mise en relation des agriculteurs et des propriétaires des chambres froides a permis non seulement de créer la dynamique recherchée, mais également d'affiner le dispositif et de le rendre plus fonctionnel, grâce notamment aux capacités d'écoute et de suivi-évaluation qu'elles ont montrées sur le terrain.

Les Chambres d'agriculture ont été également d'un apport certain dans l'adhésion des acteurs concernés par les mesures d'incitation décidées par les pouvoirs publics aussi bien au niveau national qu'à l'échelon de la wilaya.

Plus récemment encore, les Chambres d'agriculture se sont mobilisées pour accueillir et orienter des milliers de postulants à une activité agricole ou d'élevage, répondant ainsi à l'engouement suscité par les mesures prises par les pouvoirs publics pour favoriser la création de nouvelles exploitations sur des terres non exploitées relevant aussi bien du domaine privé de l'Etat que de la propriété privée.

Le rôle joué par les Secrétaires généraux dans les commissions de wilaya où sont représentées l'ANSEJ, la CNAC, l'ANGEM et le dispositif ANDI (CALPI) est, à ce titre, particulièrement édifiant. Les conseils judicieux qu'ils prodiguent quotidiennement aux jeunes sur les opportunités d'investissement qui leurs sont offertes, et en matière de formations des différents profils qui existent, sont révélateurs du niveau de contribution des Chambres d'agriculture à la politique de Renouveau agricole et rural.

Il convient également de souligner la contribution significative des Chambres d'agriculture au renforcement de la confiance des agriculteurs et des éleveurs ainsi que celle des investisseurs potentiels.

Leur contribution est tout aussi importante en matière d'émulation, d'amélioration des performances de notre agriculture et d'émergence de leaders avérés dans les différentes filières.

Leur participation à la mise en œuvre du Programme de renforcement des capacités humaines et de l'assistance technique (PRCHAT) sera enfin, pour elles, une autre occasion privilégiée de participer pleinement à la modernisation des exploitations agricoles et à la valorisation des espaces ruraux.

## **II. LE RENOUVELLEMENT DES ORGANES DELIBERANTS : UNE EXIGENCE DE CONSOLIDATION ET D'ELARGISSEMENT**

Le renouvellement des Assemblées générales et des Conseils d'administration des Chambres d'agriculture doit se dérouler sous le signe de leur consolidation – en tant qu'espace de représentation et d'expression de la démocratie agricole –, de l'élargissement de la population de leurs adhérents et de leurs missions et, enfin, de l'extension de leur représentation territoriale. A ce titre, le décret exécutif du 16 septembre 2010 et l'arrêté ministériel, sus cités, constitueront le cadre juridique de référence de l'ensemble des opérations de renouvellement.

### **1. De quelques principes qui doivent régir la Chambre d'agriculture**

Eu égard aux changements fondamentaux produits par la dynamique portée par le Renouveau agricole et rural, au défi de la sécurité alimentaire qui reste à relever durablement ainsi qu'aux enjeux que représentent un développement équilibré et harmonieux des territoires ruraux et une amélioration substantielle des conditions de vie et des revenus des populations qui les occupent, le processus de renouvellement de ces organes doit être appréhendé comme un évènement d'une grande importance.

Ainsi, ces élections devront avoir lieu dans une optique qui place clairement la Chambre d'agriculture au cœur de la problématique de la représentation, du fonctionnement démocratique et du rapprochement entre, d'un côté, la profession et, de l'autre, les pouvoirs publics et autres acteurs qui interviennent en amont ou en aval de l'activité agricole et d'élevage.

Partant de ces considérations, il s'agira de respecter :

- **le principe d'universalité attaché à la représentation de la Chambre d'agriculture**, principe selon lequel elle représente l'ensemble de la profession, c'est-à-dire toutes les personnes physiques ou morales exerçant l'activité d'agriculteur ou d'éleveur ;
- **le principe de la représentativité de la diversité des agriculteurs** qui veut que la Chambre d'agriculture représente en son sein les diverses catégories d'agriculteurs et d'éleveurs et couvre l'ensemble des activités agricoles et d'élevage ;
- **le principe de la décentralisation** qui pose que les représentants de la profession tirent leur légitimité d'élections locales et que les décisions qui engagent cette dernière doivent prendre en considération le point de vue de la base professionnelle.

## **2. De quelques axes d'actions stratégiques à envisager**

La modernisation de notre agriculture ne saurait se passer d'un rôle de premier plan de la profession.

Partenaire pragmatique des pouvoirs publics – qui seront toujours attentifs à son plein développement – outillée de manière conséquente et organisée en réseaux denses exprimant la diversité de ses activités et de ses terroirs, la Chambre d'agriculture saura, sans aucun doute, relever ce défi avec la plus grande efficacité.

Dans cette perspective, nous devons réfléchir, ensemble et dès aujourd'hui à :

- la nécessité d'un maillage plus dense du territoire national par le réseau des Chambres d'agriculture ; ainsi, faire émerger les correspondants locaux d'une manière plus systématique contribuera à un élargissement plus important de la base territoriale de ces dernières ;
- une contribution plus grande des Chambres d'agriculture en matière de formation et de vulgarisation, de diffusion des techniques agricoles, d'émulation et de recherche durable de la performance ;
- la participation des Chambres d'agriculture aux initiatives relevant de la démarche PPDRI, ce qui leur ouvrirait d'autres possibilités de consolider leurs réseaux et de contribuer aux efforts de développement des territoires

ruraux et d'amélioration du niveau et des conditions de vie des populations rurales ;

- un recours plus systématique au Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), ce qui permettrait aux Chambres d'agriculture de recruter en nombre important des ingénieurs et des techniciens auxquels sera donnée une formation idoine pour les rendre opérationnels ; ainsi, grâce à la politique poursuivie par l'Etat en matière d'emploi, leurs besoins en ressources humaines et en compétences techniques seraient plus largement couverts ;
- la nécessité, enfin, pour la profession de s'impliquer davantage dans la recherche des opportunités qui s'offrent aux agriculteurs et aux éleveurs aussi bien au plan national qu'au niveau international.

### **3. De la Cellule de préparation des conditions d'organisation du scrutin**

Instituée au niveau de chaque wilaya, cette cellule sera composée du président de la Chambre d'agriculture et du Directeur des Services Agricoles, co-animateurs, du Conservateur des Forêts, du Chargé des associations au niveau de la wilaya et, enfin, du Secrétaire Général de la Chambre d'agriculture de wilaya, rapporteur.

Sa mise en place vise un double objectif :

- a) Sensibiliser les associations professionnelles existantes pour qu'elles assainissent leur situation organique et renouvellent leurs bureaux dont les mandats sont arrivés à terme.
- b) Mener, dans la perspective de ce renouvellement, un travail d'information et de sensibilisation en direction des agriculteurs et des éleveurs au niveau de chaque commune.

Cette campagne portera sur :

- i- l'explication des nouvelles dispositions statutaires des Chambres d'agriculture, fixées par le décret sus cité ;
- ii- l'intérêt, pour eux, d'adhérer aux associations professionnelles agricoles existantes ou d'en créer de nouvelles au niveau communal, de daïra et de wilaya pour se faire représenter dans les CAW ;
- iii- l'intérêt, pour eux, de créer également des coopératives et des groupements d'intérêts communs agricoles dans le même but.

A titre de rappel, ces différentes organisations professionnelles constituent la base organique des Chambres d'agriculture.

Dans cette double perspective, des regroupements et des déplacements sur le terrain devront avoir lieu sur l'ensemble du territoire national. Les radios locales et la presse écrite,



particulièrement la presse locale quand elle existe, devront être sollicitées et mises à contribution.

Comme souligné plus haut, un arrêté ministériel définira les opérations de scrutins proprement dites et instituera également un Comité d'organisation des élections qui sera présidé par le Wali ou son représentant.

Il faut souligner encore que, bien préparées, ces élections permettront de faire émerger des professionnels représentatifs, ancrés dans leurs terroirs et pleinement impliqués dans l'activité productive.

En conclusion, je tiens à ce qu'un rapport sur l'état d'avancement de la préparation de ces élections (campagne d'information et de sensibilisation relatives aux opérations d'assainissement ; création des institutions professionnelles composant la base organique des Chambres d'agriculture) me soit transmis au plus tard le 20 juillet prochain.

La date de la tenue de l'assemblée générale, pour l'ensemble des CAW, est fixée au samedi 24 septembre 2011. L'installation de l'assemblée générale de la Chambre Nationale d'Agriculture aura lieu le samedi 08 octobre 2011. L'élection du Conseil d'Administration de la CNA se déroulera le même jour.

Le Président de la Chambre nationale d'agriculture est tenu de veiller à l'organisation et au bon déroulement de cette première étape de l'opération et ce, pour une meilleure représentation de la profession agricole au sein des Chambres d'agriculture.

L'administration agricole et des forêts ainsi que l'administration locale sont appelées, au niveau de chaque wilaya, à apporter leur plein concours à sa réussite.

Copie à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.



وزير الزراعة والتنمية الريفية

رشيد بن حسيب